



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE BÉTHUNE - BRUAY





**TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE
DE LA ZONE D'EMPLOI
DE BÉTHUNE - BRUAY**

Directeur de publication : Jean-François BÉNÉVISE
Rédacteur en chef : Bruno CLÉMENT-ZIZA
Rédacteurs : Virginie MAJKA, Patrick MICHALIK
A collaboré : Henri ALLENDER
Graphisme : Gilles VIDAL
Crédits photo : Comité Régional de Tourisme
Nord - Pas-de-Calais (www.crt-nordpasdecalais),
Pascal MORÈS, P.E. PERNET, Bertrand MANIÈRE

Béthune - Façades de la grand'Place ►
© Pascal Morès

En couverture : **Grand Place de Béthune**
Fotolia.com © P. E. Pernet

ATOUTS

- Densité des acteurs de la filière automobile et présence d'institutions de recherche et de développement associées à cette filière (CRIT M2A, CREPIM)
- Qualité du tissu de prestataires à l'industrie
- Présence de Roquette, leader mondial et premier centre de R&D privé en Nord - Pas-de-Calais
- Présence d'établissements de formation technique et scientifique supérieure ainsi que de transfert de technologies
- Présence de zones d'activités en lien direct avec les équipements structurants et les principaux axes de communication
- Présence de l'unique campus des métiers des travaux publics en France

FAIBLESSES

- Saturation des axes de communication vers Lille
- Concentration de l'emploi industriel dans quelques grands établissements
- Forte dépendance des entreprises de la zone d'emploi au secteur automobile
- Manque d'ouverture à l'exportation des entreprises de sous-traitance
- Fragilité sociale du territoire selon l'Indicateur de développement humain 4 (IDH-4)

OPPORTUNITÉS

- Développement de l'université d'Artois vers la recherche
- Développement de la recherche dans les domaines de la nutrition santé et de la chimie du végétal
- Développement d'une industrie de collecte, traitement et valorisation de déchets

MENACES

- Trop d'entreprises encore largement positionnées sur des activités de sous-traitance de type "monoclient"
- Forte sensibilité à la demande internationale et à la réorganisation mondiale de la production des secteurs historiques



1

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE D'EMPLOI DE BÉTHUNE - BRUAY

La zone d'emploi de Béthune - Bruay est constituée de 102 communes sur une superficie de 692 km². C'est le sixième territoire le plus dense de la région avec 421 habitants par km², densité 30 % supérieure à celle de la région. Les deux plus importantes communes sont Béthune et Bruay-la-Buissière avec respectivement 25 400 et 23 400 habitants au 20^e et 21^e rang régional.

La population totale de ce territoire est de 292 000 individus en 2011, soit 7 % du Nord - Pas-de-Calais. Depuis 1962, la population a décliné de -2,7 %. La trajectoire a été négative jusqu'en 1982. Depuis les variations alternent tantôt la hausse, tantôt la baisse. Au cours des 12 dernières années, un rebond certain s'est produit, +1,7 % pour +1,1 % en région grâce à une atténuation du déficit migratoire.

Bien que s'appréciant à un rythme supérieur à celui de la région, le niveau de formation mesuré par le diplôme le plus élevé détenu reste parmi les plus bas de l'ensemble des zones d'emploi (12^e rang). L'indice de formation de la population non scolarisée des 15 ans et plus passe de 0,82 en 1999 à 1,15 en 2010 contre 0,93 à 1,27 pour le Nord - Pas-de-Calais. Les principaux facteurs d'explication sont la forte proportion de diplômés de niveau inférieur au CAP (21 % contre 17 % en moyenne) et le fort déficit de personnes diplômées du supérieur court ou long (17 % contre 21 %).

La zone de Béthune - Bruay occupe le 7^e rang en nombre d'emplois, 86 100 dont 54 600 dans les secteurs concurrentiels. L'emploi se répartit en 92 % de salariés (24 % dans l'industrie, 6 % dans la construction, 29 % dans le tertiaire marchand et 32 % dans le tertiaire non marchand) et 8 % de non-salariés. Le tertiaire marchand est très sensiblement moins développé qu'en région (-11 points). Au contraire de **l'industrie** qui malgré la décrue de l'emploi conserve une spécificité territoriale, +10 points par rapport à la moyenne (**2^e rang derrière Saint-Omer**). Dans les secteurs concurrentiels, **les activités** les plus importantes ou **plus**

développées qu'en moyenne sont les industries alimentaires (8 % des emplois du territoire), **l'industrie automobile** (7 %), **la plasturgie** (6 %), **la métallurgie** (2%) et la fabrication de produits métalliques (2 %). Dans le tertiaire, il s'agit du commerce de détail (12 %), de l'action sociale sans hébergement (6 %), des activités pour la santé humaine (4 %), des activités liées à l'emploi (intérim, 4 %), des transports (4 %), de l'hébergement médico-social et social (4 %), du commerce interentreprises (3 %), de la restauration (3 %). La construction avec 9,5 % des emplois concurrentiels est un peu plus développée sur le territoire.

Dans l'emploi total, la répartition des emplois par catégories socio-professionnelles fait ressortir une prépondérance des ouvriers qualifiés (19 % des emplois locaux contre 15 % en région), des employés de la fonction publique (12 %), des ouvriers non qualifiés (11 %). Les emplois de cadres et les professions libérales sont en revanche déficitaires.

Le taux d'emploi de 57,1 % est très proche du taux moyen de 57,4 %. Le taux de chômage à fin 2013 s'établit à 12,3 % soit 0,5 point de moins que pour l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais. Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 24 400 dont 48,4 % inscrits depuis plus d'un an. C'est l'un des territoires les plus touchés par le chômage de longue durée. Les femmes représentent 48,6 % des personnes inscrites à Pôle emploi, les jeunes, 24,7 %.

Comme pour l'ensemble de l'arc minier, Béthune - Bruay conserve les stigmates de son passé qui s'exprime encore au travers d'un indice de développement humain (IDH4) parmi les plus bas de France métropolitaine ^{[1][2]}.

**2^E TERRITOIRE
LE PLUS
INDUSTRIALISÉ
DE LA RÉGION**

**INDICE DE
DÉVELOPPEMENT
HUMAIN PARMIS
LES PLUS BAS
DE FRANCE
MÉTROPOLITAINE**

**LE TAUX
DE CHÔMAGE
À FIN 2013
S'ÉTABLIT
À 12,3 %**

2

APRÈS UNE BAISSÉ JUSQU'AU MILIEU DES ANNÉES 70, LA POPULATION ACTIVE REPART EN CROISSANCE

DE 1962 À 1975,
DÉCLIN DE LA
POPULATION
ACTIVE

De 1962 à 2010, la population active de la zone d'emploi de Béthune - Bruay est passée de 94800 à 126200, progressant de +33 %, comme pour l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais. Deux périodes se succèdent. La première de 1962 à 1975, est celle du déclin de la population active, de -6 % alors que la région affiche un gain de +7 %. La seconde, à partir du milieu des années 1970, marque le retour de la croissance de la population active à un rythme plus soutenu que pour l'ensemble du Nord - Pas-de-Calais, +42 % contre +24 %. Le facteur majeur de cette trajectoire est la variation des taux d'activité, la plus forte de la région. La population en âge de travailler croît moins rapidement au fil du temps et le déficit des migrations résidentielles s'atténue progressivement.

DE NOMBREUX
ÉTABLISSEMENTS
INDUSTRIELS
S'IMPLANTENT

Sous l'angle économique, la variation de l'emploi a une contribution légèrement positive à l'évolution de la population active (+5 400 en raison des fortes pertes des 15 premières années liée à la cessation de l'activité minière). Le nombre de chômeurs selon les concepts du recensement de la population a crû de +18 000 à un rythme sensiblement égal à celui de la région. Le nombre d'actifs résidents quittant le territoire est très supérieur au nombre de non-résidents venant y travailler. Le phénomène fût très intense dans les années 1960 puis s'est stabilisé avant de s'accroître à nouveau à partir de la fin des années 90. Cela contribue également à la hausse de la population active et permet de contenir le niveau de chômage.

2.1 LA POPULATION ACTIVE RÉGRESSE SOUS L'EFFET DU VIF DÉCLIN DE L'ACTIVITÉ MINIÈRE

De 1962 à 1975, la population active passe de 94 800 à 89 000. C'est le seul territoire régional qui enregistre une évolution négative sur cette période. Bien que l'activité minière, moteur économique du

territoire, n'aie pas eu la même empreinte qu'à Lens - Hénin (plus d'un quart des emplois contre la moitié), son déclin a eu un impact très précoce et important sur le nombre d'emplois locaux disponibles, 74 900, soit une perte de -8 500. Le dernier puits de mine ferma en 1979. Ce bilan ne doit pas masquer les effets de la politique de reconversion du territoire qui joueront pleinement par la suite jusqu'au début des années 1990 alors que la région perdra des emplois. De nombreux établissements industriels s'implantent parmi lesquels la Française de mécanique (1969) et STA (1970) dans la construction automobile, Auchelaine (1970) et Cie Boussac-Saint Frères (1975) dans le textile, Tricotage mécanique troyen (1964) et Léon Olivier (1966) dans l'habillement^[3]. La plasturgie apparaît dans la 2^e moitié des années 1960 à l'initiative des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais qui créent en 1966 à Noeux-les-Mines un complexe de transformation des matières plastiques dont la production est commercialisée par une filiale. Dès la fin des années 1960, plusieurs entreprises privées s'implantent sur le territoire^[4].

Si la population en âge de travailler est en forte croissance, la variation des taux d'activité et le solde migratoire déficitaire (le plus important de la région) ont un impact négatif sur l'évolution de la population active.

Le chômage fait son apparition comme partout en France et progresse à peine un peu moins vite qu'en région (multiplié par 5 contre 5,3). Le nombre de chômeurs grimpe à 3 600. L'importance des migrations alternantes du lieu de domicile au lieu de travail en forte intensification jusqu'à la fin des années 60 contribue pour partie à atténuer le choc de la fermeture des mines (-20 000 ouvriers de fond).

2.2 RETOUR DE LA CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE DANS UN CONTEXTE DE VIVE CRÉATION D'EMPLOIS

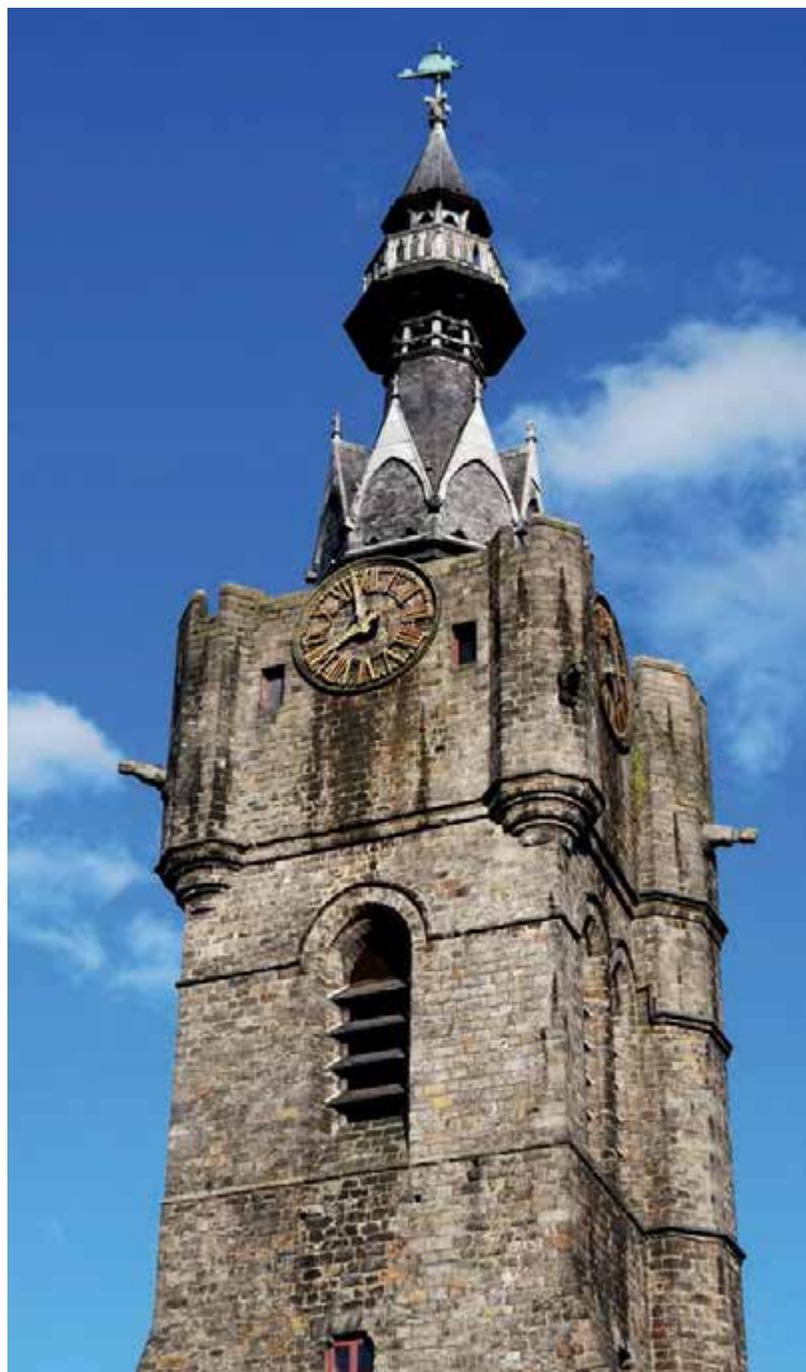
Le passif minier soldé, la recomposition du tissu économique porte ses fruits durant la période de 1975 à 1990 même si des différences notables existent entre les secteurs d'activité. Les industries textiles et d'habillement détruisent des emplois mais la filière automobile monte en régime que ce soit la construction automobile, les équipementiers. La plasturgie continue son déploiement en un tissu dense de PME sur les marchés liés à l'automobile, le ferroviaire, agroalimentaire-emballage et plus tard la santé. Au début des années 2010, 22 établissements de 20 salariés et plus sont présents. Les performances économiques de ces secteurs en matière de valeur ajoutée par emploi sont très supérieures à la moyenne régionale au début des années 1980^[3]. L'agroalimentaire, plus anciennement présent sur le territoire, place la barre encore plus haut sous l'impulsion de Roquette Frères. Cette entreprise est l'un des leaders mondiaux dans le domaine des amidons et produits dérivés, à la pointe de l'innovation. Côté tertiaire, le commerce et surtout les services marchands créent des emplois jusqu'au milieu des années 1980 puis se stabilisent. Les services non marchands accentuent leurs croissances à partir du milieu des années 1980. Au total l'emploi passe de 74 900 à 81 500, +6 600. C'est l'un des rares territoires régionaux à enregistrer des gains, +9 % alors qu'en moyenne les pertes sont de -6 %.

Béthune - Bruay connaît la plus forte progression de la population active dans le Nord - Pas-de-Calais sous l'effet de la variation des taux d'activité qui redevient très nettement positive. Le nombre de personne en âge de travailler s'apprécie au même rythme qu'en région et le solde négatif de migrations résidentielle est divisé par deux. Le nombre total d'actifs passe de 89 000 à 106 300.

Le nombre de chômeurs continue de croître tout comme sur l'ensemble des territoires (multiplié par 4 contre 4,2) et s'établit à 14 500.

Le solde négatif entre le nombre de non-résidents venant travailler dans la zone d'emploi et nombre d'actifs résidents le quittant quotidiennement pour rejoindre leur lieu de travail se stabilise à un niveau élevé.

Le beffroi de Béthune ►
Fotolia.com © Bertrand Manière



LE PASSIF MINIER
SOLDÉ, LA
RECOMPOSITION
DU TISSU
ÉCONOMIQUE
PORTE SES FRUITS
DURANT
LA PÉRIODE
DE 1975 À 1990

LA PLASTURGIE, 22
ÉTABLISSEMENTS
DE 20 SALARIÉS
ET PLUS

VARIATION DE LA POPULATION ACTIVE SELON :

	Population active en fin de période	Variation totale sur la période
1962-1968	91 800	-3 000
1968-1975	89 000	-2 800
1975-1982	97 700	+8 700
1982-1990	106 300	+8 600
1990-1999	114 700	+8 400
1999-2006	125 000	+10 300

LES EFFETS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

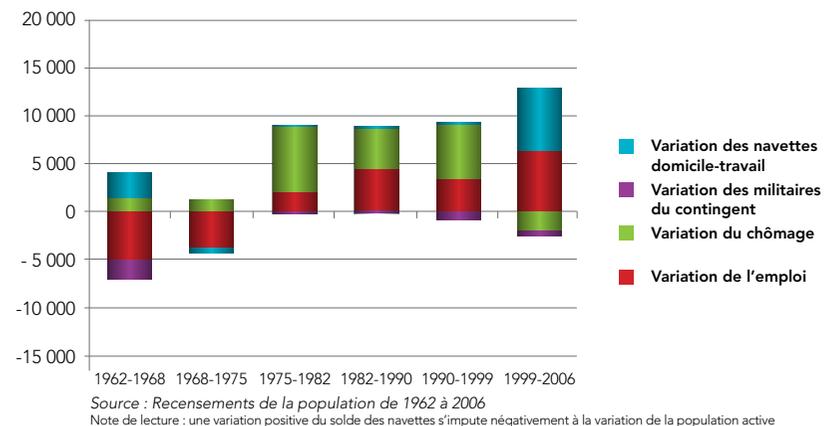
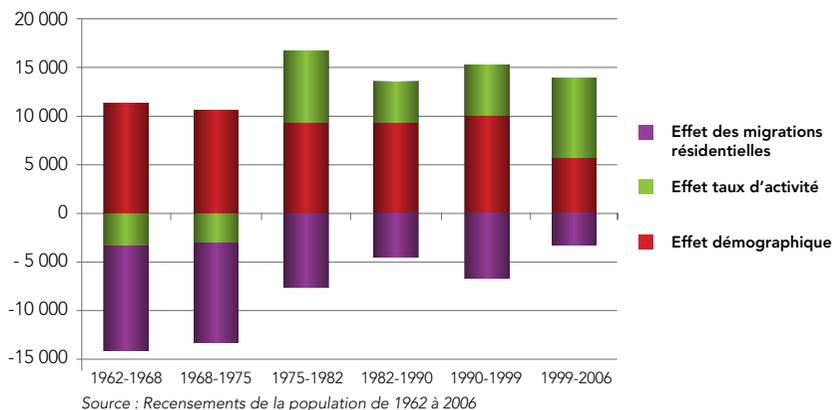
	dont effet démographique	dont effet taux d'activité	dont effet des migrations résidentielles
1962-1968	+11 300	-3 200	-11 100
1968-1975	+10 600	-3 100	-10 300
1975-1982	+9 200	+7 400	-7 900
1982-1990	+9 400	+4 000	-4 800
1990-1999	+9 900	+5 300	-6 900
1999-2006	+5 500	+8 300	-3 500

Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

	dont variation de l'emploi	dont variation du chômage	dont variation des militaires du contingent	dont variation du solde des navettes domicile-travail
1962-1968	-4 700	+1 500	-2 300	-2 500
1968-1975	-3 700	+1 400	+0	+500
1975-1982	+2 100	+6 700	-200	-200
1982-1990	+4 500	+4 200	-200	-100
1990-1999	+3 400	+5 600	-800	-300
1999-2006	+6 400	-2 000	-600	-6 500

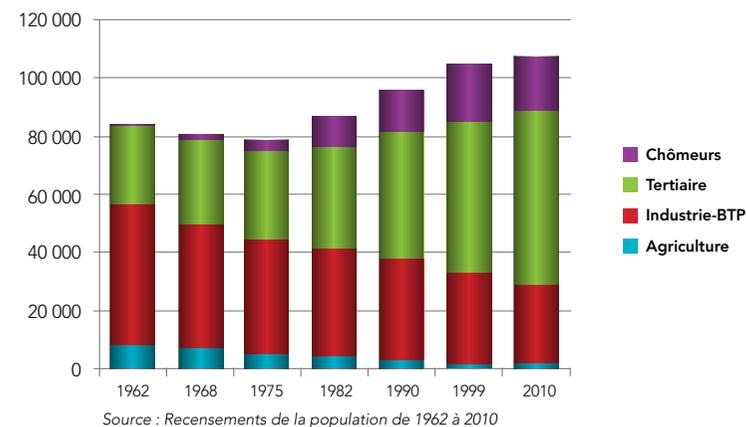
Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent - Δ solde des navettes



EMPLOIS AU LIEU DE TRAVAIL ET CHÔMEURS AU LIEU DE RÉSIDENCE

	Agriculture	Industrie-BTP	Tertiaire	Emploi au lieu de travail	Chômeurs
1962	8 600	48 200	26 500	83 400	700
1968	7 300	42 700	28 600	78 600	2 200
1975	5 300	39 300	30 400	74 900	3 600
1982	4 400	37 000	35 500	77 000	10 300
1990	3 200	34 900	43 400	81 500	14 500
1999	2 000	31 600	51 300	84 900	20 000
2010	1 600	27 600	59 600	88 800	18 700

Source : Recensements de la population de 1962 à 2010



2.3 POURSUITE DE LA FORTE CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE MAIS LA DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE EST MOINS FAVORABLE

De 1990 à 2010, le rythme de croissance de la population active reste très sensiblement supérieur à celui de la région. Le nombre d'actifs passe de 106 300 à 126 200. L'ensemble des facteurs sociodémographiques produisent les mêmes effets que précédemment. La moindre augmentation de la population en âge de travailler est compensée par la variation toujours plus soutenue des taux d'activité et l'atténuation du solde migratoire négatif.

Sous l'angle économique, les dynamiques à l'œuvre entre 1975 et 1990 connaissent quelques inflexions. L'évolution de l'emploi reste positive mais le rythme est moins soutenu qu'en région (+9 % contre +15 %) et porte le nombre total à 88 800. L'industrie atteint son point haut de l'emploi fin 2001 puis les effectifs s'effritent jusqu'au choc de la crise de 2008 qui prolongera le mouvement. Tous les autres secteurs affichent des résultats positifs, les services non marchands, le commerce à un degré moindre, la construction et les services marchands jusque fin 2007.

Pour la première fois, la zone d'emploi de Béthune - Bruay est confrontée à une hausse du chômage plus rapide qu'au niveau régional au cours de la dernière décennie 90, +38 % contre +23 % en moyenne et l'amélioration des années 2000 est tout juste un peu meilleure qu'en région, -7 % contre -6 %. Au final le nombre de personne en recherche d'emploi ressort à 18 700.

Le solde des migrations alternantes qui s'étaient stabilisé jusqu'à la fin des années 90 se dégrade à nouveau sous la très forte augmentation du nombre d'actifs résidents quittant quotidiennement le territoire pour travailler.

2.3.1 DANS LES SECTEURS CONCURRENTIELS, L'EMPLOI PROGRESSE JUSQU'À FIN 2002 PUIS DÉCROCHE EN RAISON DE LA CONTRACTION DES EFFECTIFS DANS L'INDUSTRIE

Sur le champ des secteurs concurrentiels, l'emploi atteint son point haut fin 2002 (60 700) puis il décroît presque continûment. La crise de 2008 accentue légèrement les pertes qui passent d'un rythme annuel de -1 % à -1,2 % pour un total d'emplois de 54 600.

Comparativement à la plupart des territoires de la région, la recomposition du tissu économique est modérée. Sa spécificité industrielle s'en trouve renforcée avec 34 % des emplois salariés pour une moyenne régionale de 19 % au 2^e rang derrière Saint-Omer. Hormis l'industrie de haute technologie toutes les activités sont particulièrement développées : l'industrie de technologie moyenne-supérieure avec l'automobile, moyenne-inférieure avec la plasturgie et l'industrie de faible technologie avec les industries alimentaires. Côté tertiaire, les services présentiels (activités pour la santé humaine, action sociale sans hébergement, hébergement médico-social et social) en forte croissance se rapprochent du niveau de développement régional.

L'industrie de technologie moyenne-supérieure détruit des emplois alors que la région en gagne encore (-9 % pour +2 %). L'industrie automobile est à contre-courant de la région (-15 % contre +30 %). Les industries de technologie moyenne-inférieure résistent mieux, -2 % et contre -16 % car la plasturgie est stable (un tiers des emplois régionaux) et la fabrication de produits métalliques (+40 %) compense les pertes de la métallurgie (-22 %). Malgré la bonne tenue des industries alimentaires (+16 %), l'industrie de faible technologie est en perte de vitesse en raison de la quasi disparition de l'industrie de l'habillement (-90 %) et de la division par 2 des effectifs des industries textiles. Le bilan final est de -30 % pour une moyenne régionale de -39 %.

Dans le tertiaire, les services à forte concentration en connaissance sont bien orientés hormis un déficit de croissance dans les services non high-tech (intérim, activités juridiques et comptables), +89 % pour +145 % en région. Les services financiers progressent de +44 % contre +35 % et les services présentiels de +79 % contre +39 %.

SPÉCIFICITÉ
INDUSTRIELLE
RENFORCÉE
AVEC 34 %
DES EMPLOIS
SALARIÉS

LA PLASTURGIE,
UN TIERS
DES EMPLOIS
RÉGIONAUX

Les services à moindre concentration en connaissance enregistrent une évolution plus mesurée, +23 % pour une moyenne de +31 %. Les principales activités sont les commerces, les transports terrestres et la restauration.

DES SECTEURS
JUSQUE-LÀ
PRÉSERVÉS
ENTRENT EN
RÉCESSION

La crise de 2008 touche plus particulièrement la construction qui perd - 14 % de ses emplois. Les effectifs de l'industrie continue de se contracter au même rythme que depuis fin 2001 (-15 % comme en région). Mais des secteurs jusque-là préservés entrent en récession. C'est le cas de la plasturgie (-17 %). Ce secteur reste avec 6 % des effectifs du territoire, 6 fois plus développé qu'en région. Il est pénalisé par un marché d'exportation de proximité et de l'insuffisante appropriation des stratégies d'innovation^[5]. La construction automobile accentue son repli (-27 %), de même que la métallurgie (-30 %). Seules les industries alimentaires échappent au marasme (+2 %).

Dans le tertiaire, légèrement au-dessus du seuil de l'équilibre (+0,2 %), le commerce se maintient (+1,6 % contre -3,4 % en région) grâce au commerce de détail en hausse. Les services s'effritent de -0,4 % alors qu'ils sont en légère progression en région (+0,7 %) principalement du fait de la forte contraction dans les activités liées à l'emploi (intérim, -24 %).

Dans le même temps, la restauration (+8 %), l'hébergement médico-social et social (+25 %), les transports (+13 %), les services financiers (+10 %) et l'action sociale sans hébergement (+21 %) s'adjugent d'importants gains d'emplois.

Au final, sur l'ensemble de la période observée, l'évolution du nombre d'emplois est en retrait comparativement à la région, +6,5 % contre +16 %.

2.3.2 LA REDISTRIBUTION DE LA QUALIFICATION DES EMPLOIS DISPONIBLES

Cette recomposition économique s'est traduite par une transformation des emplois. Selon l'Insee entre 1999 et 2010, le territoire a perdu -3 400 emplois d'ouvriers qualifiés et -800 d'ouvriers non qualifiés. Dans le même temps ont été créés +3 000 emplois de services directs aux particuliers, +1 200 de cadres d'entreprises, +1 000 de professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, +1 000 de professions intermédiaires de l'enseignement, la santé et la fonction publique. **Les besoins en main d'œuvre et en compétences s'en trouvent modifiés et la problématique de reconversion des salariés des anciens vers les nouveaux emplois est posée.**

2.4 UN TERRITOIRE TRÈS CONNECTÉ ET DÉPENDANT DE SES VOISINS GÉOGRAPHIQUES EN TERME DE FLUX DE MAIN D'ŒUVRE

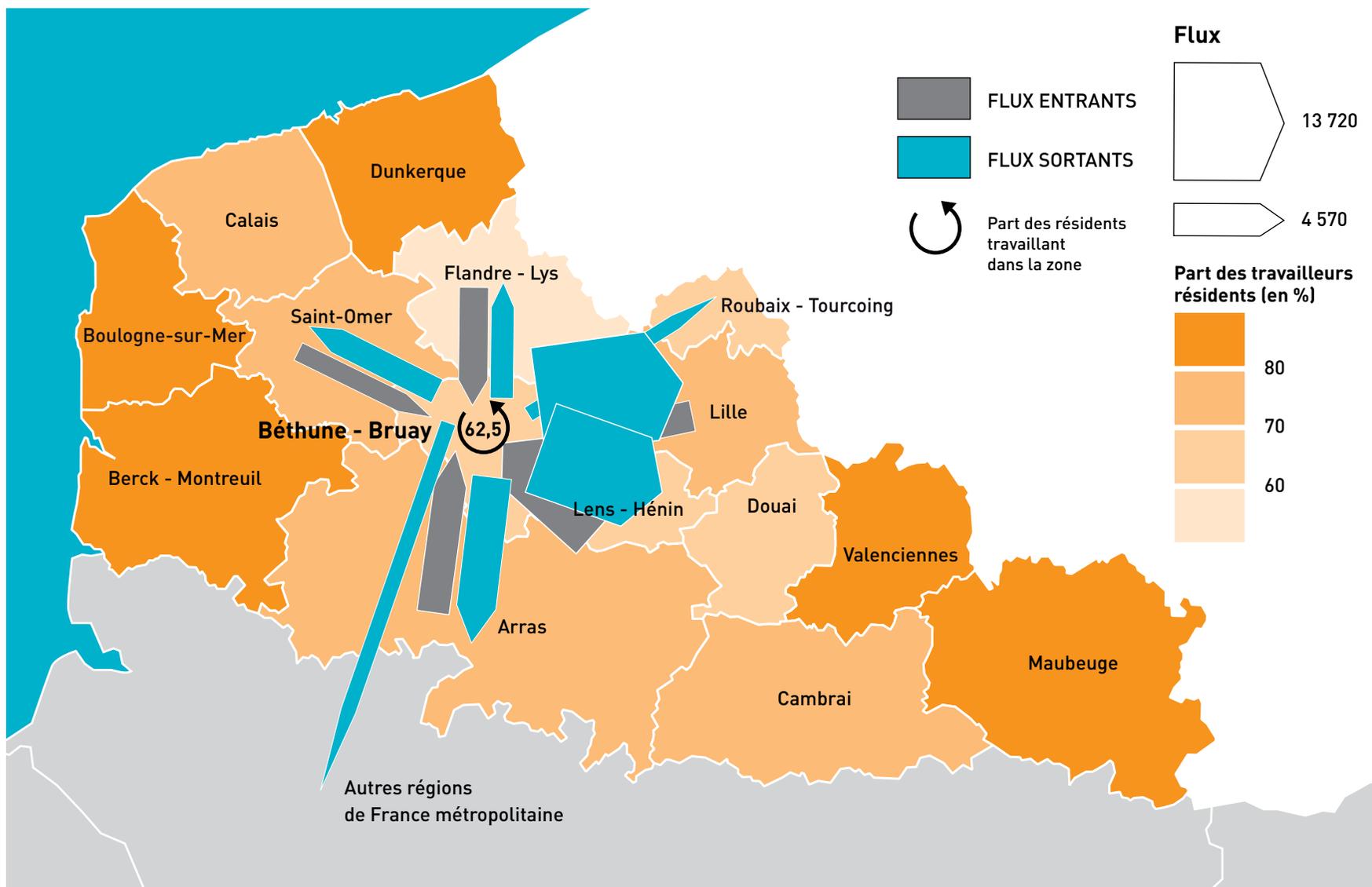
Le nombre de personnes quittant quotidiennement le territoire pour travailler a toujours été supérieur au nombre de personnes résidant ailleurs et venant y travailler. Le phénomène s'est amplifié au cours des années 60 puis s'est stabilisé jusqu'à la fin des années 1990 avant de repartir très nettement à la hausse au cours des années 2000. Actuellement 37 % des actifs résidents travaillent dans les zones d'emploi voisines (13 % vers Lille, 10 % vers Lens - Hénin, 4 % vers Arras, 3 % vers Saint-Omer, 2 % vers Flandre - Lys, d'autres régions et Roubaix - Tourcoing). Le mouvement inverse est de moindre ampleur et les emplois locaux sont occupés à hauteur de 25 % par des personnes en provenance d'autres territoires (9 % de Lens - Hénin, 4 % de Lille et d'Arras, 3 % de Flandre - Lys, 2 % de Saint-Omer). Le solde entre les entrées et les sorties est de - 18 000 actifs et permet de contenir, en partie, le niveau de chômage local qui se maintient légèrement en-deçà du régional.

2.5 UNE POPULATION ACTIVE QUI POURSUIT SA CROISSANCE À L'HORIZON 2030

Selon les projections de l'Insee, le territoire serait l'un des sept en région à connaître une croissance de la population active jusqu'en 2030. Il se classerait au 3^e rang derrière Roubaix - Tourcoing et Arras. Certes la progression serait plus mesurée que ces 20 dernières années mais bien supérieur à celle du Nord - Pas-de-Calais, +1,3 % contre +0,1 %. L'effet positif des taux d'activités compenserait largement la baisse du nombre de personnes en âge de travailler et le solde migratoire négatif en atténuation. En cas de poursuite de la dégradation de l'emploi engagée depuis le début des années 2000 cela pourrait réduire le différentiel de chômage par rapport à la région qui est actuellement encore légèrement favorable à la zone d'emploi de Béthune - Bruay.

37 % DES ACTIFS
RÉSIDENTS
TRAVAILLENT
DANS LES
ZONES D'EMPLOI
VOISINES

FLUX DOMICILE-TRAVAIL DE LA ZONE D'EMPLOI DE BÉTHUNE - BRUAY



© IGN-Insee 2013
 Source : Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire (Insee)

3

LES NOUVEAUX VECTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PÔLE PLASTURGIE ET PÔLE BTP

La zone d'emploi de Béthune - Bruay est historiquement l'une des plus industrialisée de la région, ce qui constitue, dans la conjoncture actuelle, une certaine vulnérabilité. Toutefois, les acteurs locaux, publics et privés, ont engagé de nouvelles politiques économiques afin d'accompagner les mutations en cours et de faire émerger de nouvelles activités. Le territoire est par ailleurs connecté aux réseaux régionaux : plusieurs entreprises font partie des pôles de compétitivité MATIKEM (Matériaux, Chimie et Chimie verte – ex-pôle MAUD), Up-TEX, Nutrition Santé Longévité (NSL) et Aquimer (produits de la mer), et accueille deux Pôles d'excellence régionaux (Pôle plasturgie et Pôle BTP).

DES FILIÈRES INDUSTRIELLES EN MUTATIONS, DES PARTENARIATS PORTEURS D'INNOVATION

Les filières industrielles structurant le territoire sont l'automobile, la plasturgie, la mécanique générale, le BTP et l'agroalimentaire. L'environnement économique du territoire s'est étoffé au cours des dernières années de structures partenariales regroupant notamment des entreprises, des centres de recherche et des organismes de formation visant à favoriser l'innovation dans ces secteurs historiques.

Dans le secteur de l'automobile, le territoire est marqué par la présence de majors, Française de Mécanique, Bridgestone, Société de Transmission Automatique, Faurecia, et d'un tissu de PME sous-traitantes notamment dans le domaine de la plasturgie. Dans ce domaine, des institutions de recherche et de développement se sont implantés sur le territoire, notamment le Centre de Recherche, d'Innovation Technique et Technologique en Moteurs et Acoustique Automobile (CRITT M2A) et le Centre de Recherche et d'Étude pour les Procédés d'Ignifugation des Matériaux (CREPIM). Le CRITT M2A, dont la vocation initiale était de proposer aux industriels de l'automobile des savoir-faire en ingénierie et en réalisation d'essais, a progressivement diversifié ses activités, notamment en direction des industries des transports aériens et ferroviaires ainsi que du bâtiment.

Le CREPIM, laboratoire spécialisé dans la tenue au feu des matériaux, leur formulation et leur recyclage, a connu une évolution similaire de diversification de ses marchés. Des collaborations étroites sont également nouées avec le Pôle de compétitivité i-Trans (Transport terrestre) et le Pôle d'excellence automobile dans le cadre du développement de véhicules économiques énergétiquement, projet porté nationalement par la Plateforme de la Filière Automobile (PFA), et auquel participent les Pôles de compétitivité i-Trans et MATIKEM, l'Association Régionale de l'Industrie Automobile (ARIA), Transalley (technopôle transport, Université de Valenciennes), Nord France Innovation Développement (NFID), CREPIM, CRITT M2A.

Les industriels de la plasturgie et des composites (transformateurs) peuvent s'appuyer sur la présence du Pôle d'excellence plasturgie animé par l'Association Plasturgie Artois Flandres (APAF) et développé par Artois Comm. Le Pôle propose une offre de service structurée autour de quatre axes complémentaires (performance industrielle, recherche et innovation, international et formation) et est chargé de favoriser le rapprochement des entreprises du secteur et les fédérer au sein d'un réseau de développement technologique. L'APAF a été labellisée « Cellule de diffusion technologique » en 2008 pour ses actions d'accompagnement de projet et son expertise technologique envers les TPE/PME. Le Pôle est par ailleurs en étroite partenariat sur le volet formation avec le lycée des métiers de la plasturgie Dégrugilliers d'Auchel. De nombreux défis attendent ce secteur (développement des plastiques bio-sourcés, accompagnement des défis de l'automobile...).

Dans le domaine de la mécanique et de la métallurgie, également bien représenté sur le territoire, l'action du pôle Mecanov accompagne le secteur sur une thématique de diversification du portefeuille client, avec des exemples intéressants d'entreprises du territoire ayant ouvert l'activité vers le secteur de l'aéronautique, voire la construction navale. Le laboratoire Systèmes Electrotechniques et Environnement (LSEE) de la Faculté des Sciences Appliquées de Béthune participe à l'activité du Pôle Maîtrise Énergétique des Entraînements Électriques (MEDEE, recherche appliquée dans le domaine de la maîtrise énergétique des

LE TERRITOIRE
EST MARQUÉ PAR
LA PRÉSENCE
DE MAJORS,
FRANÇAISE DE
MÉCANIQUE,
BRIDGESTONE,
SOCIÉTÉ DE
TRANSMISSION
AUTOMATIQUE,
FAURECIA

entraînements électriques) qui abrite une plateforme technologique « structures et éco-efficacité énergétique ». Le laboratoire est présent dans plusieurs programmes de recherche appliquée du Pôle.

Point d'ancrage du Pôle d'excellence régional BTP - INOTEP, le territoire dispose, au travers de diverses initiatives, d'atouts en termes de développement économique et de création d'emplois. Structuré par Artois Comm., le pôle d'excellence du BTP rassemble des entreprises, organisations professionnelles, centres de recherches, universités, territoires ou encore partenaires institutionnels engagés dans une démarche visant à faire émerger, développer et concrétiser des projets économiques innovants dans le secteur du BTP. Il s'organise autour de trois domaines stratégiques : la recherche, le développement technologique et le développement des entreprises et des territoires.

Le lycée professionnel des Travaux Publics Bertin de Bruay-la-Buissière est désormais « l'unique campus des métiers des travaux publics de France ». Avec un projet d'investissement de 26 millions d'euros portés par la Région et Artois Comm et soutenu par le Programme d'Investissement d'Avenir, l'institution souhaite devenir une « référence euro régionale » pour l'ensemble de la filière de formation, initiale, continue et l'apprentissage mais aussi en matière de recherche et d'enseignement supérieur. L'objectif est de faire de ce lycée le principal pôle de compétences au nord de Paris, à l'image de celui d'Egletons dans le Sud. Au cœur du projet, les objectifs sont de construire un nouveau plateau technologique et de moderniser les machines afin de s'adapter aux nouvelles réalités de la profession, de développer les formations en BTS pour favoriser les passerelles vers l'enseignement supérieur et d'augmenter la capacité d'accueil de l'établissement. Par ailleurs, le lycée Bertin, riche de nombreux partenariats et repéré au sein de l'Euro région, est ouvert sur l'extérieur. Par exemple, l'école des Mines de Douai va venir y développer des recherches sur la « route durable et intelligente », ou « route du futur ».

D'autres établissements sur le territoire sont également impliqués dans des projets innovants. Le Lycée Professionnel Mendès France à Bruay-la-Buissière a intégré le projet européen cluster « Habitat et Bâtiment Intelligent » porté par INOTEP. Une vingtaine d'acteurs sont chargés de faire de ce cluster « une plate-forme d'expérimentation, de diffusion et de valorisation des usages et des technologies numériques dans les territoires ». C'est au titre de sa Maison numérique que le lycée a intégré ce cluster. Cet espace pédagogique bénéficie des dernières

innovations techniques et technologiques permettant d'assurer une formation adaptée aux besoins du marché de la connectivité et, plus globalement, des systèmes « électro domotiques », actuels et à venir. Parmi les secteurs industriels sources d'innovation sur le territoire, la chimie du végétal se distingue. Les développements opérés dans ce domaine sont significatifs, confortés par la présence sur la zone d'emploi de l'acteur privé Roquette Frères qui emploie près de 300 chercheurs et techniciens œuvrant dans des laboratoires multidisciplinaires. Deux axes caractérisent la stratégie d'innovation du groupe Roquette, la chimie du végétal (résine végétale pour la plasturgie par exemple) et la Nutrition Santé (développement de micro-algues pour la fabrication d'une gamme d'ingrédients alimentaires riches en nutriments par exemple), visant à concevoir de nouveaux produits et solutions issus de ressources végétales. Dans le domaine de la chimie du végétal encore, le nouvel Institut régional pour la Transition Énergétique IFMAS (Institut Français des Matériaux Agrosourcés), basé à Villeneuve d'Ascq, a pour ambition de participer au développement d'une filière unique et innovante, partant de la transformation des plantes locales abondantes et renouvelables à la production et la mise en œuvre de matériaux plastiques végétaux et de revêtements et peintures biosourcés. Roquette y est présent en tant d'actionnaire privé.

De développement plus récent, les métiers et secteurs d'activité liés au recyclage et au traitement des déchets prennent une place grandissante sur le territoire, grâce à l'arrivée de nouveaux entrants, qu'ils soient entreprises ou actionnaires étrangers. La zone d'emploi de Béthune-Bruay fait partie des quatre premières zones de la région où les principales activités de l'économie verte (collecte, traitement, élimination et valorisation des déchets) sont particulièrement implantées.

POINT D'ANCRAGE
DU PÔLE
D'EXCELLENCE
RÉGIONAL
BTP - INOTEP

UNIQUE CAMPUS
DES MÉTIERS DES
TRAVAUX PUBLICS
DE FRANCE

LA CHIMIE DU
VÉGÉTAL SE
DISTINGUE

LA TERTIARISATION DU TERRITOIRE PEUT SE RENFORCER PAR LE BIAIS DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est source de développement d'emplois sur le territoire. En effet, l'évolution du nombre de salariés de l'ESS connaît une hausse constante depuis 2006. Le taux de croissance moyen pour l'ESS de +3,5 % par an sur la période 2006-2011 est très supérieur à celui de la région Nord-Pas-de-Calais ^[6].

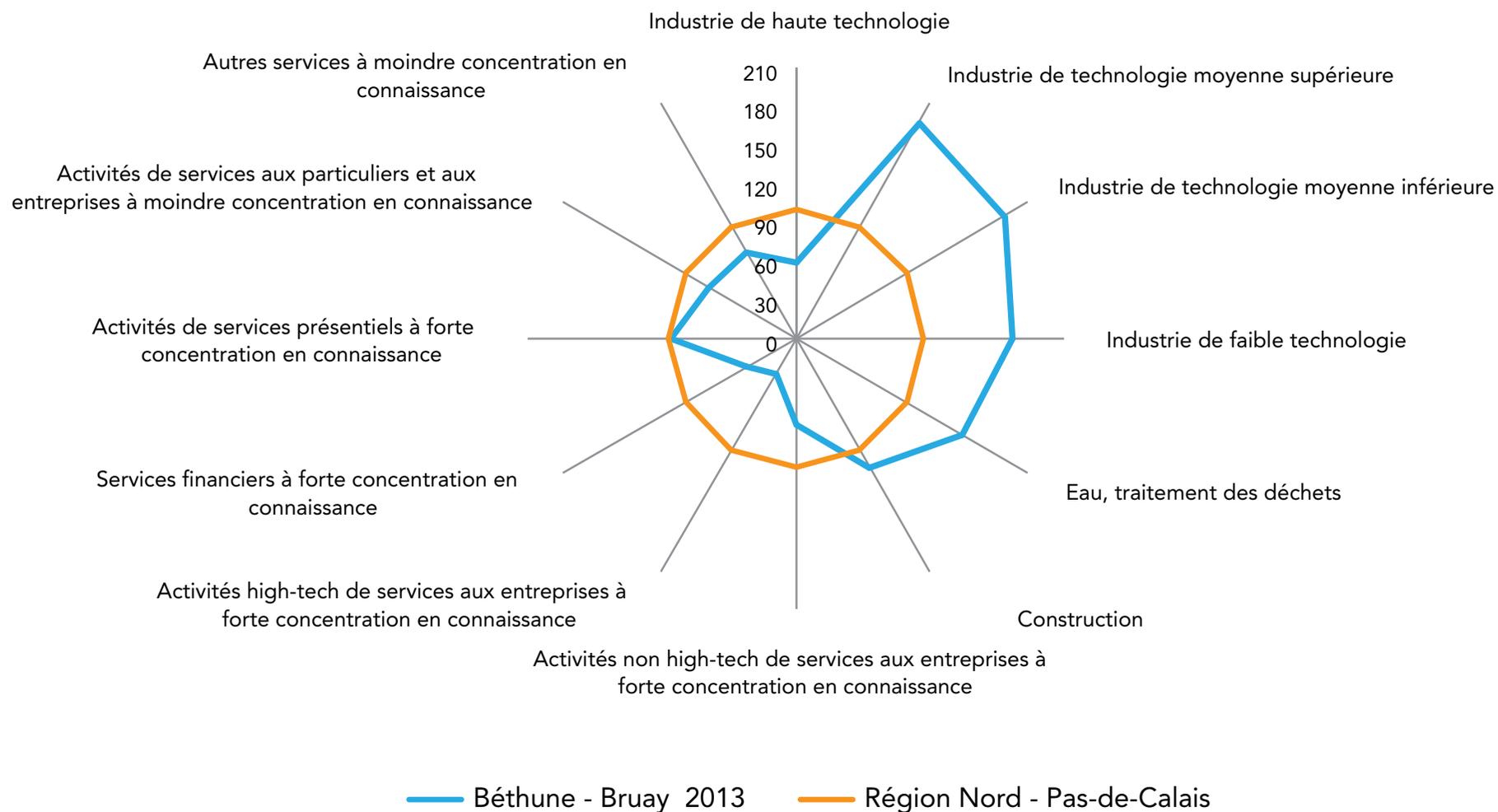
Les collectivités locales telles qu'Artois Comm et Pays de la Lys Romane agissent en faveur de ce secteur, convaincues de son effet levier pour l'accroissement d'emplois de proximité au travers de son projet de territoire pour la première ou dans le cadre de son Plan Local de Développement Économique pour la seconde.

Parmi les différentes opérations, deux ressourceries ont été créées sur le territoire : l'une portée par la Régie du quartier du Mont Liébaut implantée à Béthune et l'autre par l'association Habitat et Insertion dont le magasin « A la courte échelle » est localisé à Lillers. Réduire les déchets produits, les réutiliser, et favoriser l'insertion professionnelle par l'activité économique, telle est la philosophie des ressourceries.

Béthune - Hôtel de ville ►
et façades de la Grand'Place
© Pascal Morès







Source : Acoiss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais
 Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie
 Note de lecture : lorsque le tracé du territoire est à l'extérieur du tracé régional, l'activité est plus développée sur le territoire.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ENTRE FIN 2007 ET FIN 2013

ACTIVITÉ	Effectif	Part dans l'emploi	Spécificité	Évolution 2007 > 2013	Évolution en région NPDC
Industrie de haute technologie dont : Aéronautique Fab prod informatiques, électroniques et optiques Industrie pharmaceutique	200	0,3 %	59	-4,5 %	+18,5 %
Industrie de technologie moyenne supérieure dont : Construction de matériel ferroviaire roulant Fab prod métalliques, à l'except machines et équipements Fab de machines et équipements n.c.a. Fabrication d'équipements électriques Industrie automobile Industrie chimique	5 300	9,7 %	192	-23,7 %	-16,8 %
Industrie de technologie moyenne inférieure dont : Fab d'autres produits minéraux non métalliques Fab produits en caoutchouc et en plastique Fab prod métal, à l'except machines et équipements Imprimerie et reproduction d'enregistrements Métallurgie	6 400	11,8 %	190	-21,2 %	-21,4 %
Industrie de faible technologie dont : Industries alimentaires Fabrication de textiles Industrie de l'habillement Industrie du papier et du carton	5 500	10,0 %	170	-4,0 %	-18,0 %
Eau, traitement des déchets	1 000	1,8 %	152	+27,9 %	+2,8 %
Construction	5 200	9,5 %	117	-14,3 %	-8,7 %
Activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Act d'architecture et d'ingénierie; act contrôle, analyses techniques Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion Activités juridiques et comptables Activités liées à l'emploi Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 900	7,2 %	68	-19,9 %	-14,7 %
Activités high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Programmation, conseil et autres activités informatiques Recherche-développement scientifique Services d'information Télécommunications	400	0,8 %	31	-20,3 %	+5,4 %
Services financiers à forte concentration en connaissance	900	1,7 %	44	+10,3 %	+1,8 %
Activités de services présentiels à forte concentration en connaissance dont : Édition Activités pour la santé humaine Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire Enseignement Hébergement médico-social et social et action sociale	8 800	16,2 %	97	+13,5 %	+9,3 %
Activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance dont : Transports terrestres et transport par conduites Entreposage et services auxiliaires des transports Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises Commerce Hôtellerie/restauration	15 200	28,0 %	79	+1,4 %	+0,9 %
Autres services à moindre concentration en connaissance dont : Activités de poste et de courrier Activités des organisations associatives Autres services personnels	1 600	2,9 %	77	-12,0 %	-6,9 %
Total général	54 300	100,0 %		-7,2 %	-4,6 %

Source : Acoss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais.

Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie

Note de lecture : l'indice de spécificité est le multiple de 100 du rapport entre le poids du secteur dans la zone étudiée et celui de la zone de référence. Une valeur supérieure à 100 indique que le secteur est plus développé dans la zone étudiée que dans la zone de référence.

Références bibliographiques

- [1] Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais - Trajectoires, enjeux et devenir – Développement Humain – Fascicule 3 », Les Dossiers de Profils, n°106, décembre.
[2] SIGALE Nord – Pas-de-Calais [en ligne]. <http://sigale.nordpasdecals.fr/CARTOTHEQUE/theme2.asp?thm=177> [consulté le 5/11/2014]
[3] Insee, « Panorama des zones d'étude du Nord - Pas-de-Calais – Zone 23 Béthune - Bruay », Les Dossiers de Profils, n°20.
[4] Serge Dormard, « L'économie du Nord - Pas-de-Calais, histoire et bilan d'un demi-siècle de transformations », Septentrion – Presses Universitaires.
[5] CCI Nord - Pas-de-Calais [2013], « La plasturgie », Horizon éco – L'économie du Nord - Pas-de-Calais, n°161, décembre.
[6] CRESS Nord-Pas-de-Calais, « L'économie sociale et solidaire dans le Pays de la Lys romane », février 2013

Insee [1997], « Trois décennies de mutations économiques », Les Dossiers de Profils, n°44, mai.
Direccte Nord - Pas-de-Calais [2012], « Vingt ans de recomposition économique dans la zone d'emploi de Béthune - Bruay », novembre.
Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Le dossier de conjoncture Nord - Pas-de-Calais – Situation à fin décembre 2013 », Les Synthèses de la Direccte, n°30, avril.
Direccte, DREAL [2009], « Enjeux pour l'industrie du Nord - Pas-de-Calais », octobre.
Insee [2013], « 70 ans de dynamique de population active en Nord – Pas-de-Calais », Pages de Profils, n°132, juin.
Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Mutations et polarités économiques – Fascicule 2 », Les Dossiers de Profils, n°105, décembre.
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales [2003], « Le Nord – Pas-de-Calais : une région, des territoires », novembre.

MÉTHODOLOGIE

Indice de formation

L'indice de formation prend une valeur de 0 à 4 : 0 si l'ensemble de la population observée n'a pas de diplôme à 4 si tous possèdent un diplôme de niveau II ou I.

Évolution de la population active

La population active d'un territoire se compose des personnes résidentes, ayant un emploi ou qui en recherchent un. Son évolution peut être appréhendée selon deux approches : sociodémographique ou par le marché du travail.

L'approche sociodémographique décompose l'évolution de la population active en trois facteurs :

- L'effet démographique indique la variation du nombre de personnes en âge de travailler, résultant de la déformation de la pyramide des âges ;
- L'effet taux d'activité indique la variation des taux d'activité à chaque âge, au cours de la période ;
- Le solde des migrations résidentielles est la différence entre les entrées et les sorties des actifs.

Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'approche marché du travail décompose l'évolution de la population active en quatre effets distincts :

- L'évolution du nombre d'emplois au lieu de travail dans la zone ;
- L'évolution du nombre de chômeurs ;
- L'évolution du nombre de militaires du contingent ;
- La variation du solde des navettes domicile-travail de la zone.

Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent – Δ solde des navettes

Emplois des sphères présentielle et non présentielle

- Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.
- Les activités non présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

Nomenclature Eurostat "Manufacturing High Technology Knowledge-Intensive Services" (MHTKIS)

Le niveau d'intensité de la R&D et la valeur ajoutée ont servi de critères de classement des secteurs de l'industrie manufacturière en haute technologie, technologie moyenne-supérieure, technologie moyenne-inférieure et faible technologie.

Les services sont principalement regroupés en fonction de la part des personnes ayant suivi des études supérieures en services à forte concentration en connaissance et des services à moins forte concentration en connaissance.

Cette nomenclature comporte au final quatre niveaux dans l'industrie et six dans les services (quatre dans les services à forte concentration en connaissance et deux dans les services à moindre concentration en connaissance).

Sources des données emploi

- Recensements de la population de 1962 à 2011, Insee
- Estimations d'emploi 2011, Insee
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 1993 à 2007, Unedic
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 2007 à 2013, Urssaf
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Repères emploi Nord - Pas-de-Calais - Situation à fin décembre 2013 », revue mensuelle n° 58, janvier.

entreprises **travail** régulation
emploi développement économique
tourisme **dialogue social**
formation tout au long de la vie
international **compétitivité**
régulation concurrentielle



Direccte Nord - Pas-de-Calais

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Les Arcades de Flandre • 70 rue Saint-Sauveur • BP 456 - 59021 LILLE Cedex
Tél. 03 20 96 48 60 • Fax. 03 20 52 74 63
Internet : <http://www.nord-pas-de-calais.direccte.gouv.fr>

Document réalisé par la Mission Synthèse
de la Direccte Nord - Pas-de-Calais

